

Écosociété et finalité sociéto-territoriale

Gabriel Wackermann

« *Tout ce qui touche à l'homme est frappé de contingence.* »

Paul Vidal de La Blache

I. Réflexions préliminaires

« [...] *le plus probable est qu'il ne soit pas possible de réunir à la fois la rationalité économique, la justice sociale et l'équilibre écologique.* »

J.-M. Harribey, « Le développement soutenable », 1998, Paris, *Economica*, p. 102

La géographie est la science par excellence qui montre à un degré élevé l'étroite interdépendance du fait physique et du fait humain ou social, une cause d'indétermination évidente. En cela la réflexion de René Clozier est d'une grande pertinence : « Il est certain que la géographie ne peut prétendre à la rigueur des sciences expérimentales. La valeur de ses conclusions se justifie uniquement dans la mesure où la démonstration présente un enchaînement plus serré et plus coordonné des faits observés ou des hypothèses qui supplémentent l'observation. Cependant, les procédés d'analogie et d'extension qu'elle met en œuvre et, d'autre part, l'utilisation des résultats acquis par les autres sciences permettent d'affirmer l'objectivité des explications géographiques » (Clozier, 1960, p. 123).

Dans ce contexte, la géographie offre à la science l'indispensable pratique du terrain et ce contact tant territorial que sociétal qui seul permet de saisir la complexité des faits et de leurs articulations sur un globe souvent tourmenté. De plus, le géographe authentique, dans sa plénitude, associe, comme tout autre scientifique authentique, l'exercice d'un métier et une vocation. Hautement spécialisé, rompu aux approches méthodologiques les plus fines, aux pratiques technologiques les plus avancées, sa maîtrise d'une discipline aux facettes déjà multiples et larges en soi, amplement ouverte à d'autres domaines scientifiques, le conduit au redoutable exercice propre à tout engagement en faveur de la science appliquée ou applicable, susceptible d'améliorer l'organisation et le fonctionnement des rapports entre les sociétés et leurs territoires aux diverses échelles.

En cela, et en tant que participant à un façonnement plus adéquat du devenir des hommes dans le respect de leur dignité, de leur diversité, de leurs droits et de leurs aspirations légitimes, le géographe ne saurait se contenter de sa haute compétence disciplinaire, de plus en plus étroite au fil de la progression et de la complexification de la connaissance. Soucieux de valoriser ses savoirs et savoir-faire professionnels, il lui faut approfondir ainsi sa culture dite générale, une démarche incontournable dès lors qu'il s'agit de faire face aux défis inhérents aux déséquilibres grandissants résultant de la déstructuration inquiétante du monde, allant jusqu'à menacer l'existence même de ses semblables. Un géographe, un scientifique exemplaire se doivent ainsi de dépasser leur excellence de techniciens dans leur propre discipline. Géographie et sciences en général, d'une part, unilatéralité, d'autre part, sont nettement antinomiques.

À cet effet, le chercheur a besoin de s'appuyer sur un imposant recul historique qui, seul, l'autorise à se tourner, avec circonspection et modestie, vers une recherche prospective destinée à saisir les grandes lignes d'un développement à long terme et de la nature du système dans lequel cette évolution est possible. Sachant qu'en l'absence de certitudes absolues en matière de finalités écosociétales, il convient avant tout de cultiver – s'il le faut, contre vents et marées – des valeurs prometteuses de sauvegarde et de promotion sociéto-territoriale, en tant que phares bonificateurs à long terme. Sachant aussi que cette démarche est un tout indissociable. Fragmenter, c'est déconstruire aussitôt le projet qui requiert cohérence et endurance pour un temps long et une vision multiterritoriale d'ampleur planétaire.

Disons d'emblée que notre ouvrage n'offre aucun intérêt à celui ou celle qui considère que notre comportement face à la planète n'a pas à poursuivre une finalité anthropique et, à plus forte raison, à agir en raison d'une éthique. Dans ce cas, voir disparaître la Terre et ses habitants serait un processus normal. Alors, jouissons le plus possible tant que cela peut se faire...

Par contre, dans l'optique qui est la nôtre, la précaution s'impose. L'historien des « Annales », Marc Bloch, nous a rappelé l'intérêt qu'il y avait à connaître de près « la chair humaine ». Platon, déjà, a pu dire que « celui-là seul t'aime qui aime ton âme ». L'historien polonais et homme politique Bronislaw Geremek a précisé que l'histoire apprend la façon de comprendre ; chez lui, il n'existait pas de fossé entre la réflexion et l'action. Les pionniers de la prospective, Gaston Berger en tête, cette personnalité de grande culture, à la fois docteur ès lettres et docteur ès sciences, devenu directeur des enseignements supérieurs au ministère français de l'Éducation nationale, a été l'un des porte-parole éminents de la nécessité de scientifiques associant grande compétence et recul visionnaire.

De nombreux géographes aux sensibilités différentes, mais aux pronostics concordants, ont correspondu à un tel profil. En Bretagne, par exemple, vient de nous quitter Michel Phlipponneau, ancien professeur à l'université de Rennes, qui a toujours su faire la part des choses, plaçant au-dessus de toutes les valeurs

durables inscrites dans une démarche humaniste, quitte à abandonner l'action politique institutionnelle lorsqu'il n'a pas pu tenir le cap, faute de hauteur de vue politique de son entourage. Après avoir tracé la voie à la géographie appliquée dans un ouvrage fondamental consacré aux rapports souhaitables entre la géographie et l'action politique, au sens noble du terme (Phlipponneau, 1960), il est devenu très militant dans son « Debout Bretagne! » (1970), voire dans son « Changer la vie, changer la ville » (1976). Vers la fin de son itinéraire de chercheur, il a livré toute la richesse d'une aventure à la fois scientifique et pratique dans son analyse du « modèle industriel breton » durant la seconde moitié du xx^e siècle (Phlipponneau, 1993), avant de consacrer un cahier remarqué au géographe en tant qu'acteur politique (Phlipponneau, 1999).

Évoquons, à ce titre, un autre scientifique-témoin, cette fois-ci un naturaliste, Roland Carbiener, alors professeur à la faculté de pharmacie de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, cofondateur d'Alsace Nature. Dès les années 1950, ce chercheur a mis en garde contre les destructions systématiques entreprises dans le fossé rhénan méridional au nom d'appétits économiques croissants hautement productivistes. À la fin des années 1950, il a observé la prolifération de colonies de bactéries en suspension dans le Rhin et ses affluents ; puis, la disparition dangereuse de la forêt rhénane et des prairies adjacentes, le tout lié au déversement des eaux usées urbaines, aux rejets chimiques de la chimie, notamment bâloise, à la canalisation du Rhin, aux drainages, aux pratiques agricoles et sylvicoles intensives faisant disparaître en outre les résurgences phréatiques. Son militantisme l'a conduit à s'opposer aux aménagements portuaires intempestifs, à l'extension inconsidérée des gravières trouant, écrivait-il, « les rives du Rhin comme un gruyère » ; il a combattu également l'administration des Eaux et Forêts qui procédait en bloc à des coupes à blanc et à la plantation consécutive d'essences étrangères. Dans les Hautes-Vosges, il a pourfendu le « massacre » des chaumes primaires, labourées en vue d'une perverse « amélioration pastorale », alors que l'action entreprise par l'administration publique avait des répercussions irréversibles et, de plus, n'offrait pas d'intérêt économique important. Selon Carbiener, « ce sont 6 000 ans d'archives naturelles polliniques et scientifiques qui ont été sacrifiées ». Sa ténacité a conduit à l'abandon du projet public d'aménagement de l'III domanial, une entreprise qui aurait conduit à la disparition du Grand Ried.

Avec bien du retard – seulement dans les années 1990 – la prise de conscience publique de la valeur écosociétale de l'environnement au plein sens du terme, vient consacrer les efforts déployés par les pionniers regroupés autour de Roland Carbiener : c'est l'époque de la création de Natura 2000, de la mise en œuvre de la politique du conservatoire des sites alsaciens, de la dépollution rhénane, de la renaturation de la forêt alluviale, de la formation de réserves naturelles.

Sachons toutefois qu'à *chaque crise économique, les politiques fondées sur le long terme sont reléguées à l'arrière-plan, sinon abandonnées, au bénéfice de la croissance économique, une croissance souvent peu respectueuse des*

engagements écosociétaux pris précédemment. En France même, les partisans d'une écosociété, pourtant preneurs du « Grenelle 1 » (2007), ont déjà fini par déchanter lorsque le ministre du Développement durable a annoncé en janvier 2009 le « Grenelle 2 », amputé de multiples ambitions par suite de la crise financière et économique, comme l'ouverture de la voie vers « une transition environnementale de manière irréversible ». L'Alliance pour la planète, qui regroupe 80 associations écologiques, dont Greenpeace et le WWF, a aussitôt réagi en disant que « ce n'est toujours pas la grande rupture annoncée » ; le président de France Nature Environnement (FNE), qui compte 3 000 associations adhérentes, a parlé d'une « boîte à outils intéressante pour appliquer les engagements du Grenelle de l'environnement et rattraper le retard de la France dans le respect du droit européen. Mais c'est une boîte à outils incomplète pour une relance vraiment verte ». Cette même FNE s'est inquiétée « de l'absence d'encadrement sérieux pour de très nombreuses communes soumises à de fortes pressions d'urbanisation (résidentielle, commerciale ou tertiaire) ».

C'est donc bel et bien le système politico-économique dominant le monde qui est directement mis en cause, avec ses exigences de profits financiers, avec ses « prédateurs » sans grands scrupules. Pire encore, les remèdes auxquels les pouvoirs publics ont recours sont toujours fondés sur le « sauvetage » des responsables mêmes des dérives qui ont conduit à l'impasse ; chaque fois, les contribuables sont ponctionnés sous prétexte que les pouvoirs publics entendent sauver leurs faibles économies et les emplois que les prédateurs survivants la crise continuent à gérer jusqu'à la prochaine alerte.

Retenons à ce sujet qu'Adam Smith, considéré comme « le père de l'économie », tout en reconnaissant la force du marché, en a tracé les limites, blâmant les responsables d'entreprises qui, à défaut de vraies capacités d'innovation, donc d'une vraie volonté de progrès, ont fondé leur soif de profits sur l'augmentation artificielle des prix, rendant « nécessaire », pour sauver le système, la mise en œuvre d'une législation anti-trust.

Notons aussi que le Prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, considère le fondamentalisme néolibéral comme une doctrine politique au service d'intérêts privés, ne reposant nullement ni sur une théorie économique ni sur une expérience historique. Le Prix Nobel de littérature Le Clézio, a relevé qu'en Europe, après s'être enfermé dans un monde de riches, la crise présente a été perçue initialement avec étonnement. Alors que la crise de 1929 a soulevé la colère des peuples concernés, l'irruption de l'actuelle a été vécue en partie avec une certaine indifférence, la confiance prêtée aux spécialistes que l'on croyait à même de juguler le mauvais sort ayant été présente au départ. N'aurait-on pas dû observer avec inquiétude depuis un demi-siècle que dans notre monde d'abondance des centaines de millions de personnes, surtout dans les pays en développement, ne pouvaient toujours pas bénéficier du minimum nutritionnel ? C'est au fil de l'accumulation des

avatars que les yeux se sont dessillés, qu'après la consternation l'ire est revenue, d'autant plus que, contrairement à 1929, l'économie dite réelle n'est pas atteinte fondamentalement par la crise présente.

Mais le terme même de « crise », aussi profonde qu'elle soit, n'est pas nécessairement apocalyptique. En grec ancien, « *Krisis* » signifie un moment décisif ; en chinois, ce mot est composé de deux idéogrammes, l'un exprimant le danger, l'autre l'opportunité. *Même une crise d'une grande ampleur n'est pas une fin ultime*, elle marque la fin d'une aventure malencontreuse, d'époque ; elle peut servir de réflexion, de prise de conscience d'un égarement, d'une déviation ; elle est à même de susciter le ressourcement, une réorientation vers d'autres finalités. C'est, toutefois, toujours une rupture, sinon la leçon n'a servi à rien.

Le présent ouvrage est appelé à dépasser – et cela devrait être l'une de ses originalités – l'analyse de la notion pure et simple de développement durable et la présentation de solutions adéquates pour y arriver. Il s'inscrit dans une approche globale, à l'échelle mondiale, des finalités sociéto-territoriales destinées à préserver l'humanité et son cadre de vie, selon une éthique propre et familière aux scientifiques de terrain que nous sommes. Augustin Berque vient d'en esquisser les contours et le contenu, en nous livrant des réflexions fondamentales, donc « durables » sur l'œcoumène dans une remarquable introduction à l'étude des milieux humains (Berque, 2009). *L'être humain fait partie intégrante de l'environnement planétaire dans lequel chaque élément est réactif par rapport aux autres*. D'aucuns comparent déjà la Terre à l'île de Pâques qui s'est autodétruite. À défaut de repères positifs, la société attend d'une science globalisée qu'elle lui dise quelque peu l'avenir, *un avenir difficilement prévisible tant que les comportements et actions majeures sont encore en forte contradiction avec l'épineuse mais nécessaire voie vers un système écosociétal, les approches partielles, certes utiles, étant souvent minimisées ou franchement inutiles faute d'orientation d'ensemble*. Savoir, par exemple, que la forêt amazonienne subit une ruée vers l'or est nécessaire. Prendre conscience du fait qu'il s'agit là d'une catastrophe écologique et qu'en toile de fond se cachent les trafics d'êtres humains, d'armes et de drogues, de même que la pollution au mercure et la disparition prochaine des Wanayas est urgent, une urgence qui en appelle à la mobilisation mondiale généralisée contre ces agissements liés au système capitaliste en place qui sous-tend l'existence de l'un des multiples foyers inhérents aux crimes contre l'humanité, directement et indirectement. À Cuba, en Chine, en Russie... les régimes au pouvoir placent au premier rang des préoccupations soit l'idéologie, soit la course à la puissance, soit le profit économique au service d'oligarques qui ont accaparé les rênes du régime – appelé populaire ou démocratique – soit plusieurs orientations à la fois (figure 1). Pauvreté, dégradation des milieux biologiques et anthropiques ne sont que des soucis secondaires.



Figure 1. Les niveaux de sous-encadrement des parcs nationaux chinois à l'échelle régionale

Source: Guillaume Giroir, «Le mode de gouvernance des parcs nationaux en Chine», in S. Héritier et L. Laslaz (dir.), Les parcs nationaux dans le monde, 2008, Paris, Ellipses, coll. «Carrefours – Les dossiers», p. 200.

Le contraste est flagrant entre les exigences scientifiques pour un environnement humainement et socialement acceptable d'une part, la liberté de choix des individus et des groupes mal informés et mal dirigés, d'autre part. L'équivoque du « contrat social » est entière, depuis les perversions institutionnelles publiques et privées jusqu'à l'accumulation des richesses dans un désordre fort inquiétant, la destruction massive de richesses naturelles et anthropiques, les ravages religieux et idéologiques...

Ne nous laissons pas abattre, cependant, par le catastrophisme diffusé souvent avec délectation par des médias, constamment en contradiction avec eux-mêmes, un tel marché rapportant gros. Des évocations surréalistes, des visions apocalyptiques ne sont néanmoins pas toujours inutiles. Ainsi, le romancier et journaliste scientifique Simon Ings nous offre un monde dont, selon Philippe Chevilly, « l'équation est insoluble, dont le moteur serait le hasard et le but ultime l'anéantissement ». Rendant compte de l'ouvrage d'Ings (Ings, 2008), Chevilly précise : « Le constat géopolitique de Simon Ings fait froid dans le dos : la carte du monde est un vaste champ de mines, un cimetière révoltant foulé aux pieds par les ex-révolutionnaires socialistes, les miliciens fascistes, les néolibéraux cyniques,

les humanitaires faussement naïfs – c'est à eux que Saul Cogan, écœuré, brisé par les séquelles sanglantes de la colonisation portugaise au Mozambique, vend de la viande humaine » (*Les Échos*, 30.9.2008, p. 14).

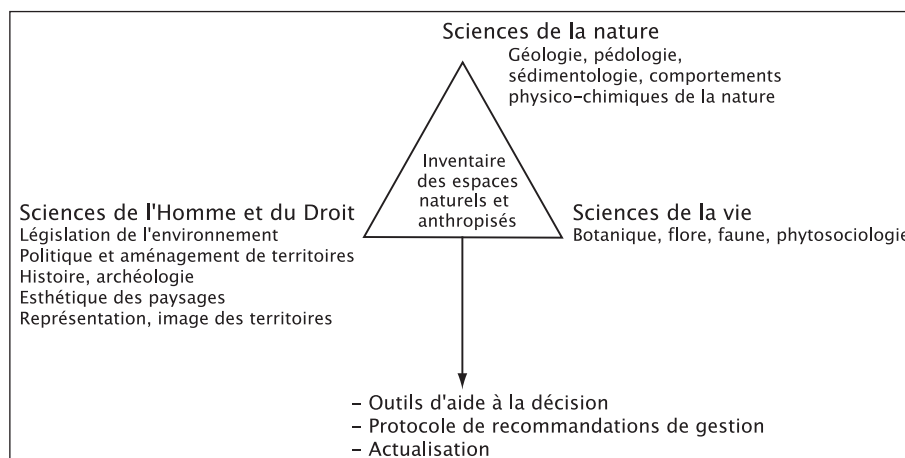


Figure 2. L'inventaire au cœur d'une approche plurielle et pluri-échelle des territoires à ménager, à comprendre

Source : J.-P. Husson, *Les territoires ruraux français*, 2008, Paris, Ellipses, coll. « Carrefours », p. 12.

Les multiples dérives nous rappellent avec force l'importance déterminante des territoires et des exigences de la nature environnante et de la nature humaine. Précisons cependant d'emblée qu'il n'est pas possible de considérer la nature comme une inspiratrice d'éthique. La nature est souvent cruelle, inégalitaire, un « modèle » de domination du plus fort, du plus rusé, du plus résistant. Elle doit être perçue pour ce qu'elle est. Elle nous impose des conditions, des types de fonctionnement et d'organisation, des écosystèmes, dont nous devons tenir compte pour nous permettre de vivre et survivre (figure 2). Selon le botaniste-écologiste Jean-Marie Pelt, la nature est facteur d'équilibre, de diversité et de solidarité, trois valeurs essentielles pour un développement soutenable. Ajoutons qu'à cette fin, il est impérieux d'assurer un développement économique harmonieux par la préservation de l'écologique et du social ; encore faut-il définir les critères d'« un développement économique harmonieux » ; c'est toute la question posée, d'autant plus qu'il semble ne pas y avoir actuellement d'autre planète pour la vie humaine.

Néanmoins, nous prenons, entre autres, conscience du fait que les cultures nourricières ne sont pas à sens unique (Aron, 2008) ; elles vivent en symbiose avec les sols et les terres. Depuis la nuit des temps, des sociétés sont allées à la recherche de plantes médicinales, dans un parfait respect de la nature, associant la recherche des bienfaits du monde végétal à une réelle vénération de celui-ci. Au Tibet, telle société pratiquant une variante du bouddhisme, adhère au respect

de la nature, à tel point que chaque individu n'est censé y prélever que ce dont il a besoin. Au Japon, le fait de boire une tasse de thé demeure un acte non banal et répond à un rituel précis permettant de s'élever au-dessus du quotidien. À ce titre, le bambou, considéré comme un matériau-symbole de la cérémonie du thé, apparaît aussi comme un produit durable à pousse rapide qui, dans l'architecture traditionnelle, favorise l'esprit zen dans sa volonté de libérer l'individu à la fois des entraves de l'esprit et du monde physique. Une tendance que l'architecte Kengo Kuma, promoteur de la construction durable depuis le début des années 1990, a reprise au Japon dans son Musée de pierre à Nasu (2000), ou en Chine du nord dans sa Villa aux murs de bambous dans le village de Soho (2003).

Des finalités qui n'excluent pas, bien au contraire, l'indispensable diversité de l'expression même du génie humain et sociétal. En cela nous nous inscrivons dans la continuité des ouvrages consacrés par les Éditions Ellipses au développement durable d'abord (Paulet, 2005 ; Wackermann *et al.*, 2008 a), puis à l'après-développement durable (Antoine Da Lage *et al.*, 2008). *Par la présente publication, nous entendons mettre l'accent sur les indispensables fondements qui permettent la réalisation du développement à long terme, afin que celui-ci puisse intégrer les conditions essentielles susceptibles de mener progressivement à l'approche écosociétale.*

Compte tenu de deux décennies d'expérience mondiale et partant du Sommet des Nations unies de Rio (1992), l'« après développement durable » a pu être notamment défini par le critère d'évaluation suivant, fondé sur les qualités de l'environnement, de l'alimentation, des relations humaines et sociales, ainsi que sur la qualité de vie tout court : « [...] permettre à la conscience populaire, aux mouvements sociaux et aux décideurs, de faire franchir à notre bonne vieille Terre le pas qui la conduira à l'après-développement durable » (Da Lage *et al.*, 2008).

Cette vision globale prenant en compte l'ensemble des paramètres, des interférences entre domaines et comportements, actions et réactions, principes et dérives (tant chez l'individu pris isolément, qu'au sein d'un même groupe ou d'une même entreprise...), est nécessaire au préalable. Trop souvent, les approches fractionnées, méconnaissant les difficultés de part et d'autre, conduisent à l'impasse et ne constituent qu'un vain catalogue de propositions irréalisables, parce qu'insuffisamment limées les unes par rapport aux autres. Les échecs patents de l'ONU, de la FAO, de la CNUCED, du FMI, de l'OMC, de la Banque mondiale... sans parler des politiques nationales spécifiques, de celle de l'Union européenne... où chacun « bricole » à sa façon, parfois sciemment pour brouiller les cartes ou noyer le poisson, illustrent l'ampleur de la crise présente.

La prise de conscience de la nécessité du développement durable requiert un dépassement, la définition de nouvelles finalités en fonction de la mise en place d'un nouveau système d'organisation et de fonctionnement du globe, bref un projet de société universelle aux enrichissantes variantes régionales et subrégionales,